

MEMORIAL

DE

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

VENDREDI, 28 février 1890.

N. 10.

Freitag, 28. Februar 1890.

Arrêté royal grand-ducal du 25 février 1890, accordant aux sociétés anonymes néerlandaises la faveur d'exercer leurs droits et d'ester en justice dans le Grand-Duché.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 17 novembre 1860, concernant la faculté à accorder aux sociétés anonymes étrangères d'exercer leurs droits et d'ester en justice dans le Grand-Duché ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières, qui sont soumises à l'autorisation du Gouvernement néerlandais et qui l'ont obtenue, peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice dans le Grand-Duché, en se conformant aux lois luxembourgeoises.

Art. 2. Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Au Loo, le 25 février 1890.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

GUILLAUME.

Königl.-Großh. Beschluß vom 25. Februar 1890, wodurch den niederländischen anonymen Gesellschaften gestattet wird, im Großherzogthum ihre Rechte auszuüben und vor Gericht aufzutreten.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 17. November 1860, betreffend die den auswärtigen anonymen Gesellschaften zu gestattende Befugniß, im Großherzogthum ihre Rechte auszuüben und vor Gericht aufzutreten ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die anonymen Gesellschaften und die übrigen Handels-, Industrie- und Finanz-Associationen, welche der Bestätigung der niederländischen Regierung bedürfen und dieselbe erhalten haben, können, unter Befolgung der luxemburgischen Gesetze, im Großherzogthum alle ihre Rechte ausüben und vor Gericht aufzutreten.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Vollziehung dieses Beschlusses beauftragt.

Im Loo, den 25. Februar 1890.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Wilhelm.

Arrangement conclu entre l'administration des postes du Grand-Duché de Luxembourg et celle du Royaume d'Italie, pour l'expédition d'objets précieux au moyen de la poste aux lettres.

Le Directeur général des finances du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et le Ministre des postes et des télégraphes d'Italie, d'autre part, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs ;

Vu l'art. 9 de l'arrangement du 1^{er} juin 1878, révisé à Lisbonne en 1885, pour l'échange, au moyen de la poste, de lettres avec valeur déclarée ;

Sont convenus des articles suivants :

1. La faculté donnée au public par l'art. 1^{er} de l'Arrangement du 1^{er} juin 1878, révisé à Lisbonne en 1885, d'expédier par la poste aux lettres des valeurs-papiers avec déclaration et assurance de leur montant, est étendue, dans les rapports entre le Luxembourg et l'Italie, à l'envoi de boîtes contenant des pierres ou d'autres objets précieux.

2. Les envois mentionnés à l'article précédent doivent porter sur l'adresse l'indication de leur contenu et être emballés de manière que toute violation en soit impossible, sans laisser une trace apparente.

Sont applicables à ces envois les autres dispositions de l'arrangement du 1^{er} juin 1878 et du règlement pour son exécution, révisés à Lisbonne en 1885.

3. En conformité de l'art. 9 de l'arrangement susmentionné, les deux administrations se réservent de soumettre les envois de pierres et d'autres objets précieux à la perception des droits de douane, d'après les lois de chacun des deux pays.

4. Le présent arrangement sera mis en vigueur à partir du 1^{er} mai 1890 et aura la même durée que celui du 1^{er} juin 1878, auquel il se rapporte.

Fait en double original et signé à Luxembourg le 20 février 1890, et à Rome le 15 février 1890.

*Le Directeur général des finances
du Grand-Duché de Luxembourg,*
MONGENAST.

*Le Ministre des postes et des télégraphes
d'Italie,*
LACAVA.

Arrêté du 31 décembre 1889, portant répartition des subsides en faveur des écoles et sociétés de chant et de musique pour 1889.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu la loi du 28 décembre 1888, concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1889, et l'arrêté royal grand-ducal de même date, pour l'exécution de cette loi ;

Après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les subsides suivants sont accordés,

Beschluß vom 31. Dezember 1889, betreffend die Vertheilung der Subside zu Gunsten der Schulen und Vereine für Gesang und Musik für das Jahr 1889.

Der General-Director der Finanzen ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 28. Dezember 1888, das Staatsbudget für 1889 betreffend, sowie des Königl. Großh. Beschlusses vom selben Datum, die Ausführung desselben Gesetz betreffend ;

Nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Beschließt :

Art. 1. Nachstehende Subsidien sind für das

pour l'année 1889, aux communes dénommées ci-après, dans l'intérêt de leurs écoles et sociétés de musique vocale et instrumentale, savoir :

- 1° à la ville de Luxembourg . . . fr. 1150;
- 2° » de Diekirch . . . » 400;
- 3° » d'Echternach . . . » 300;
- 4° » de Grevenmacher . . . » 250;
- 5° » de Wiltz . . . » 450;
- 6° à la commune de Larochette . . . » 250;
- 7° à la ville de Remich . . . » 225.

Art. 2. Un subside de 100 francs est accordé à chacune des sociétés de musique de Bascharage, Colmar-Berg, Bettembourg, Clemency, Differdange, Niederkorn, Eich (usines), Esch-sur-l'Alzette, Schleifmühl, Kehlen, Rollingergrund, Schifflange, Petange, Rodange, Bettborn, Esch-sur-Sûre, Grosbous, Harlange, Hosingen, Redange, Berbourg, Herborn et Rosport.

Sont accordés en outre les subsides suivants :

- 1° à la société de musique de Rumelange 75 fr.;
- 2° à la société de musique de Clervaux 300 fr.;
- 3° à la société philharmonique d'Ettelbruck 400 fr.;
- 4° à la société de musique de Holtz 75 fr.;
- 5° à la société philharmonique de Vianden 300 fr.;
- 6° à la société de musique de Troisvierges 150 fr.;
- 7° à la société de chant «Cécilien-Verein» de Luxembourg 100 fr.;
- 8° à la société de chant «Cécilien-Verein» de Mamer 50 fr.

Art. 3. Un subside de 25 francs est accordé à chacune des sociétés de chant de Hautcharage, Linger, Bettembourg, Bissen, Brouch, Contern, Oetrange, Dommeldange, Weimerskirch, Neudorf, Eich (Pompier). Kirchberg, Esch-sur-l'Alzette, Schleifmühl, Hellingen, Bonnevoie (pompier), Hollerich, Merl, Tetange, Kayl, Rumelange, Kehlen, Keispelt, Kopstal, Leudelage, Lintgen, Lorentzweiler, Bofferdange, Pontpierre, Niederanven. Rollingergrund, Sandweiler, Schuttrange, Bettingen, Steinfort, Heisdorf, Steinsel, Strassen, Walferdange,

Zahr 1889 den nachbenannten Gemeinden zu Gunsten der daselbst bestehenden Schulen und Vereine für Gesang und Musik bewilligt :

- 1° der Stadt Luxemburg . . . Fr. 1150;
- 2° » Diekirch . . . » 400;
- 3° » Echternach . . . » 300;
- 4° » Grevenmacher . . . » 250;
- 5° » Wiltz . . . » 450;
- 6° der Gemeinde Fels . . . » 250;
- 7° der Stadt Remich . . . » 225.

Art. 2. Ein Subsid von 100 Fr. ist bewilligt einer jeden der Musikgesellschaften von Niederkerfchen, Colmar-Berg, Bettemburg, Künz'g, Differdingen, Niederkorn, Eich (Hüttenwerk), Esch a. d. Alz., Schleifmühl, Kehlen, Rollingergrund, Schifflingen, Bettingen, Rodingen, Bettborn, Esch a. d. Sauer, Grosbous, Harlingen, Hosingen, Redingen, Berburg, Herborn und Rosport.

Außerdem sind nachstehende Subsidien bewilligt :

- 1° der Musikgesellschaft zu Rümelingen 75 Fr.;
- 2° der Musikgesellschaft zu Clerf 300 Fr.;
- 3° der philharmonischen Gesellschaft zu Ettelbrück 400 Fr.;
- 4° der Musikgesellschaft zu Holz 75 Fr.;
- 5° der philharmonischen Gesellschaft zu Vianden 300 Fr.;
- 6° der Musikgesellschaft zu Alflingen 150 Fr.;
- 7° der Gesanggesellschaft „Cäcilia“ zu Luxemburg 100 Fr.;
- 8° der Gesanggesellschaft „Cäcilia“ zu Mamer 50 Fr.

Art. 3. Ein Subsid von 25 Fr. ist bewilligt einer jeden der Gesanggesellschaften von Oberkerfchen, Linger, Bettemburg, Bissen, Brouch, Contern, Detringen, Dommeldingen, Weimerskirch, Neudorf, Eich (Feuerwehr), Kirchberg, Esch a. d. Alz., Schleifmühl, Hellingen, Bonneweg (Feuerwehr), Hollerich, Merl, Bettingen, Kayl, Rümelingen, Kehlen, Keispelt, Kopstal, Leudelingen, Lintgen, Lorentzweiler, Bofferdingen, Steinbrücken, Niederanven, Rollingergrund, Sandweiler, Schüttringen, Bettingen, Steinfort, Heisdorf, Steinsel, Strassen, Walferdingen, Eyren, Rodingen, Rollingen, Ibig

Syren, Rodange, Lamadelaine, Itzig et Hespérange, Bastendorf, Beckerich, Mœstroff, Consthum, Folschette, Hachiville, Eschdorf, Mertzig, Wolwelange, Perlé, Vichten, Wahl, Hosingen, Redange, Kaundorf, Bech, Mensdorf (Cécilia), Bous, Consdorf, Berbourg, Born, Herborn, Mondorf, Rosport, Stadtbredimus, Greiveldange, Schwebingen, Ehnen (Cécilia) Ehnen (Société chorale), Oberwormeldange, Wormeldange.

Art. 4. Les villes et sociétés intéressées auront à fournir au Gouvernement des renseignements sur le mode d'emploi des subsides leur accordés.

Art. 5. Ces subsides sont imputables sur l'art. 179 du budget de l'État de 1889 et liquidés, ceux sous l'art. 1^{er} au profit des collèges des bourgmestre et échevins des villes et communes, et les autres au profit des présidents des sociétés.

Art. 6. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 31 décembre 1889.

Le Directeur général des finances,
MONGENAST.

Arrêté du 24 février 1890, relatif à la vérification des poids et mesures pendant l'année 1890.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu les art. 10 et suivants de l'arrêté royal grand-ducal du 30 mai 1882, pour l'exécution de la loi sur les poids et mesures ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La vérification ordinaire des poids et mesures, les balances non comprises, aura lieu, pendant l'année courante, aux jours, dans les localités et pour les communes indiqués dans le tableau qui fait suite au présent.

Art. 2. A cette occasion les administrations communales auront à remplir les devoirs qui

und Hesperingen, Bastendorf, Beckerich, Mœstroff, Consthum, Folscheid, Helzingen, Eschdorf, Mertzig, Wolwelingen, Perlé, Vichten, Wahl, Hosingen, Nebingen, Kaundorf, Bech, Mensdorf (Cécilia), Bous, Consdorf, Berbourg, Born, Herborn, Mondorf, Rosport, Stadtbredimus, Greiveldingen, Schwebingen, Ehnen (Cécilia), Ehnen (Choralgesellschaft), Oberwormeldingen und Wormeldingen.

Art. 4. Die beteiligten Städte und Vereine haben der Regierung Aufschluß über die Verwendung der ihnen bewilligten Subsidien zu geben.

Art. 5. Diese Subsidien sind auf Art. 179 des Staatsbudgets von 1889 zu verrechnen. Die im Art. 1 erwähnten Subsidien werden zu Gunsten der Schöffencollegien der betreffenden Gemeinden, die übrigen zu Gunsten der Präsidenten der Gesellschaften liquidirt.

Art. 6. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Memorial“ eingerückt werden.

Luxemburg, den 31. Dezember 1889.

Der General-Director der Finanzen,
M o n g e n a s t.

Beschluß vom 24. Februar 1890, die Prüfung der Maße und Gewichte während 1890 betreffend.

Der General-Director der Finanzen;

Nach Einsicht der Art. 10 ff. des Königl. Großh. Beschlusses vom 30. Mai 1882, die Ausführung des Gesetzes über die Maße und Gewichte betreffend ;

Beschließt :

Art. 1. Die gewöhnliche Prüfung der Maße und Gewichte, mit Ausschluß der Waagen, wird dieses Jahr an den Tagen, in den Ortschaften und für die Gemeinden stattfinden, welche in nachstehender Tabelle näher angeführt sind.

Art. 2. Bei dieser Gelegenheit haben die Gemeindeverwaltungen die ihnen durch nachstehende

leur sont prescrits par les dispositions ci-après transcrites de l'arrêté royal grand-ducal du 30 mai 1882 :

» *Art. 11.* — Aussitôt que les bourgmestres ont reçu l'arrêté (qui ordonne la vérification des poids et mesures), ils en donnent connaissance aux assujettis par voie d'affiche ; ils les font en outre prévenir à domicile deux jours d'avance de l'arrivée du vérificateur, afin qu'aucun des intéressés ne puisse prétendre d'ignorance.

» *Art. 12.* — Au plus tard dans la huitaine de l'arrêté, ils adresseront au directeur des contributions une liste en double, indiquant exactement avec leurs professions les marchands, industriels et autres personnes qui sont dans le cas de faire vérifier leurs poids et mesures. Si le bourgmestre néglige de dresser la liste, elle est établie à ses frais par un commissaire spécial, conformément à l'art. 46 de la loi du 24 février 1843.

» Un des exemplaires de la liste sera renvoyé au bourgmestre avec indication des personnes qui ont satisfait à leur devoir.

» *Art. 13.* — L'administration communale du lieu où doivent se tenir les séances de la vérification périodique, fournira à cet effet un local convenable et bien approprié avec les meubles indispensables. Si elle n'y satisfait pas ou si elle refuse le concours de ses agents, le siège des opérations pourra, par la suite, être transféré dans une autre commune. Le vérificateur pourra, le cas échéant, et pour satisfaire les intéressés convoqués, louer d'urgence, aux frais de la commune, un local et l'assistance nécessaire, après avoir fait, sans effet immédiat, sa réclamation verbale à un membre ou à un agent de l'administration communale.

» *Art. 14.* — Deux personnes, dont au moins un agent de police, appariteur ou garde-cham-

Bestimmungen des Königl. Großh. Beschlusses vom 30. Mai 1882 vorgeschriebenen Pflichten zu beachten :

„ *Art. 11.* — Bei Empfang des Beschlusses, welcher die Prüfung der Maße und Gewichte befiehlt, haben die Bürgermeister die Betheiligten durch Anschlag davon in Kenntniß zu setzen ; außerdem lassen sie denselben zwei Tage vor Ankunft des Richtmeisters persönlich Mittheilung davon machen, damit keiner der Betheiligten Unwissenheit vorschützen kann.

„ *Art. 12.* — Spätestens innerhalb acht Tagen nach dem Datum des Beschlusses, stellen sie dem Steuerdirektor ein doppeltes Verzeichniß zu, welches die Kaufleute, Gewerbetreibenden und anderen Personen, die ihre Maße und Gewichte prüfen zu lassen haben, nebst deren Stand, genau angibt. Unterläßt der Bürgermeister die Aufstellung dieses Verzeichnisses, so wird dasselbe auf seine Kosten durch einen Spezial-Commissär in Gemäßheit des Art. 46 des Gesetzes vom 24. Februar 1843 aufgestellt.

„ Ein Exemplar des Verzeichnisses wird dem Bürgermeister unter Bezeichnung derjenigen Personen, welche ihren Verpflichtungen nachgekommen sind, zurückgesandt.

„ *Art. 13.* — Die Gemeinde-Verwaltung des Ortes, in welchem die periodischen Mischungs-sitzungen stattfinden sollen, hat zu diesem Zwecke ein passendes, mit den nötigen Möbeln gehörig eingerichtetes Lokal herzustellen. Wenn sie dieser Verpflichtung nicht nachkommt, oder wenn sie die Mitwirkung ihrer Agenten verweigert, so kann der Sitz der Operationen fernerhin in eine andere Gemeinde verlegt werden. Eintretenden Falls ist der Richtmeister, um die Geschäfte der einberufenen Betheiligten zu erledigen, befugt, auf Kosten der Gemeinde ein Lokal mit dem benötigten Hülfspersonal dringlichkeithalber anzumiethen, nachdem eine mündliche Rücksprache mit einem Mitgliede oder Agenten der Gemeinde-Verwaltung erfolglos geblieben.

„ *Art. 14.* — Zwei Personen, von welchen eine Polizeiagent, Gemeindebote oder Feldhüter, woh-

» pêtre, assistent aux séances, maintiennent
» l'ordre et prêtent leur concours aux opérations.
» tions.
» Un membre de l'administration communale
» peut également y être délégué ».

Art. 3. Le vérificateur sera autant que possible accompagné d'un ajusteur agréé par l'administration, qui se chargera, moyennant une rétribution, fixée par un tarif officiel, de faire les menues réparations, si les assujettis ne préfèrent les faire eux-mêmes ou en charger d'autres personnes. L'ajuteur leur délivrera, sur demande, quittance des sommes perçues.

Art. 4. Il est recommandé aux assujettis de présenter leurs poids et leurs mesures dans un état convenable de propreté. Les mesures à l'huile devront, au préalable, être convenablement dégraissées.

Lorsque par suite de la difficulté du transport, ou pour d'autres motifs, une vérification devra être opérée à domicile, les frais de déplacement en seront payés par l'assujetti, conformément au tarif.

Art. 5. La lettre P sera employée pour le poinçonnage des poids et mesures vérifiés.

Art. 6. Pendant toute la durée de la tournée, le bureau de vérification à Luxembourg ne sera ouvert au public que le samedi de chaque semaine.

Art. 7. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et affiché dans les communes intéressées.

Luxembourg, le 24 février 1890.

Le Directeur général des finances,
MONGENAST.

„nen den Sitzungen bei, um bei der Aufrechthaltung
„ der Ordnung und bei den Operationen Mithülfe
„ zu leisten.

„ Auch kann ein Mitglied der Gemeindeverwaltung dazu delegirt werden“.

Art. 3. Der Nichtmeister wird, wo möglich, von einem von der Verwaltung bestätigten fachkundigen Arbeiter begleitet sein, welcher gegen eine durch amtlichen Tarif festgestellte Vergütung die kleinen Reparaturen besorgt, es sei denn, daß die Betheiligten vorziehen, diese selbst oder durch andere Personen vornehmen zu lassen. Der betreffende Arbeiter stellt auf Verlangen Quittung über die empfangenen Summen aus

Art. 4. Den Betheiligten wird empfohlen, ihre Maße und Gewichte in einem reinlichen Zustande gehörig vorzubringen. Die Maße für Del müssen vorher von allen Fettsubstanzen befreit sein.

Wenn, wegen Schwierigkeit des Transportes oder aus anderen Gründen die Prüfung in der Wohnung des Betheiligten vorgenommen werden muß, so hat dieser die tarifmäßigen Reisekosten zu tragen.

Art. 5. Der Buchstabe P wird zur Aichung der geprüften Maße und Gewichte g braucht.

Art. 6. Während der Dauer der Rundreise ist das Aichamt zu Luxemburg dem Publikum nur an den Samstagen jeder Woche geöffnet.

Art. 7. Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Memorial“ eingerückt und in den betheiligten Gemeinden angeschlagen werden.

Luxemburg, den 24. Februar 1890.

Der General-Director der Finanzen,
Mongenast.

Vérification périodique des poids et mesures pendant l'année 1890.

Heures de service: de 9 heures du matin à midi et de 2 à 5 heures de l'après-midi.

Medernach, 28 avril, pour les communes de Medernach, Ermsdorf et Nomern.

Larochette, 29 et 30 avril, 1^{er} mai, pour les communes de Larochette, Heffingen, Waldbillig et Fischbach.

Mersch, 6 et 7 mai, pour la commune de Mersch.
 id. 8 mai, pour les communes de Lorentzweiler et Lintgen.
 Sæul, 13 mai, pour les communes de Tuntange et Sæul et les sections de Brouch, Büschdorf et Rippweiler.
 Diekirch, 19, 20, 21, 22 et 24 mai, pour la commune de Diekirch.
 id. 23 mai, pour les communes de Bastendorf, Bettendorf et Reisdorf.
 Ettelbruck, 27, 28, 29, 30 et 31 mai, pour les communes d'Ettelbruck et Erpeldange.
 Vianden, 4 et 5 juin, pour les communes de Vianden, Fohren et Putscheid.
 Berg, 9 juin, pour les communes de Berg et Schieren.
 Bissen, 11 juin, pour la commune de Bissen et la section de Bœvange.
 Niederfeulen, 17 juin, pour les communes de Feulen et Merzig.
 Heiderscheid, 18 juin, pour la commune de Heiderscheid.
 Redange, 24 et 25 juin, pour les communes de Redange, Ell et Beckerich.
 Bettborn, 26 et 27 juin jusqu'à midi, pour les communes de Bettborn et Useldange à l'exception de la section de Rippweiler.
 Rambrouch, 1^{er} juillet, pour les communes de Folschette et Arsdorf.
 Perlé, 2 juillet, pour les communes de Perlé et Bigonville.
 Grosbous, 4 juillet, pour les communes de Grosbous, Wahl et Vichten.
 Esch-s.-l.-Sûre, 8 et 9 juillet, pour les communes de Gœsdorf, Esch-s.-l.-Sûre, Mecher et Neunhausen.
 Gœbelmühle, 14 juillet, pour les communes de Hoscheid et Bourscheid.
 Wilwerwiltz, 15 juillet, pour les communes de Wilwerwiltz et Eschweiler, la section d'Erpeldange exceptée.
 Hosingen, 16 et 17 juillet, pour les communes de Hosingen et Consthun.
 Boulaide, 22 juillet, pour les communes de Boulaide et Harlange.
 Wiltz, 29 juillet, pour les communes de Winseler, Alscheid et Oberwampach et la section d'Erpeldange.
 Wiltz, 30 et 31 juillet, 1^{er} et 2 août, pour la commune de Wiltz.
 Bœvange, 5 août, pour la commune de Bœvange.
 Weiswampach, 7 août, pour les communes de Heinerscheid et Weiswampach.
 Trois-Vierges, 11 et 12 août, pour les communes de Basbellain, Asselborn et Hachiville.
 Clervaux, 13 et 14 août, pour les communes de Munshausen et Clervaux.

Avis. — Règlement communal.

Dans sa séance du 3 janvier écoulé, le conseil communal de Strassen a arrêté un règlement de police sur le stationnement devant l'église pendant le service divin. — Ce règlement a été approuvé et dûment publié.

Luxembourg, le 21 février 1890.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Bekanntmachung. — Gemeindefreglement.

In seiner Sitzung vom 3. Januar lezthin hat der Gemeinderath von Strassen ein Polizeireglement über das Stehen vor der Kirche während des Gottesdienstes beschlossen. — Dieses Reglement ist genehmigt und vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 21. Februar 1890.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Avis. — École d'accouchement.

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé lundi, 3 mars prochain, à dix heures du matin, à l'examen des personnes qui désirent être admises comme élèves à l'école d'accouchement.

Pour être admis à cet examen, on doit adresser à temps une demande écrite au directeur de l'établissement; elle doit être accompagnée de l'acte de naissance, d'un certificat de bonnes mœurs et d'un certificat délivré par le médecin cantonal.

L'examen aura lieu dans les locaux de l'école d'accouchement.

Les cours commenceront le mardi, 4 du même mois.

Luxembourg, le 24 février 1890.

Le Directeur général des travaux publics,
THORN.

Avis. — Société des chemins de fer et minières Prince-Henri.

Conformément à l'art. 14 des statuts, il a été procédé publiquement, le 20 février courant, par les soins du conseil d'administration, au tirage au sort des 62 obligations 3 pCt. de la société qui sont remboursables le 1^{er} mars prochain.

Les obligations sorties portent les numéros suivants:

315, 777, 1213, 1584, 1853, 1887, 2001, 2470, 3054, 3147, 3250, 3392, 3538, 4006, 4665, 6009, 6248, 6679, 6917, 7365, 8433, 8534, 8828, 9032, 9637, 9859, 9978, 10015, 10325, 10421, 11558, 12266, 12395, 12442, 12450, 12602, 13804, 13855, 14119, 14616, 14822, 14859, 15433, 16106, 16165, 17095, 17355, 17800, 18076, 18467, 18646, 18658, 19706, 20588, 21034, 21071, 21438, 22118, 24143, 24171, 24214, 24653.

Luxembourg, le 27 février 1890.

Bekanntmachung. — Hebammenlehranstalt.

Es wird am Montag, den 3. März künftigh, gegen 10 Uhr des Vormittags, zur Prüfung derjenigen Personen geschritten werden, welche als Schülerinnen in die Hebammenlehranstalt aufgenommen zu werden wünschen.

Um zu diesem Examen zugelassen zu werden, hat man bei Zeiten ein diesbezügliches Gesuch an den Direktor der Anstalt einzusenden; dasselbe muß mit dem Geburtsakt, einem Führungsattest und einem vom Cantonalarzt ausgestelltes Gesundheitsattest belegt sein.

Die Prüfung wird im Gebäude der Anstalt stattfinden.

Die Lehrcurse beginnen am Dienstag, 4. desselben Monats.

Luxemburg, den 24. Februar 1890.

Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,
Thorn.

Bekanntmachung. — Prinz-Heinrich-Eisenbahn- und Erzgruben-Gesellschaft.

In Gemäßheit des Art. 14 der Statuten sind am 20. d. Mts. in öffentlicher Sitzung des Verwaltungsrathes 62 Stück 3prozentige Obligationen ausgelooft worden, welche vom 1. März ab heimgezahlt werden sollen.

Die ausgelooften Obligationen tragen die Nummern:

315, 777, 1213, 1584, 1853, 1887, 2001, 2470, 3054, 3147, 3250, 3392, 3538, 4006, 4665, 6009, 6248, 6679, 6917, 7365, 8433, 8534, 8828, 9032, 9637, 9859, 9978, 10015, 10325, 10421, 11558, 12266, 12395, 12442, 12450, 12602, 13804, 13855, 14119, 14616, 14822, 14859, 15433, 16106, 16165, 17095, 17355, 17800, 18076, 18467, 18646, 18658, 19706, 20588, 21034, 21071, 21438, 22118, 24143, 24171, 24214, 24653.

Luxemburg, den 27. Februar 1890.